Les conservateurs ont tenté de faire perdre l'indexation des pensions de vieillesse aux personnes âgées. Que s'est-il passé? Ils ont raté leur coup, car elles ne se sont pas laissées intimider. Le Conseil national du bien-être a fait remarquer, dans son document intitulé *Giving and Taking: The May Budget and the Poor*, que ceux qui gagnaient \$50,000 et plus en 1982 ne représentaient que 18 p. 100 de toutes les personnes assujetties à une déclaration d'impôt alors qu'ils retiraient 63 p. 100 de tous les avantages prévus aux termes des dispositions sur les gains en capital. Il ne s'agit pas de simples citoyens de la région de l'Atlantique, du Nord de l'Ontario, du Manitoba, du Nord de la Colombie-Britannique et des provinces des Prairies que la plupart d'entre nous représentons aux Communes. Il ne s'agit certes pas de simples citoyens. Certains ont gagné plus de \$50,000 et n'ont pas payé d'impôt du tout.

Et que dire des sociétés? L'autre jour, j'ai visité les mines de la Falconbridge. Cette compagnie vient d'acquérir les mines de Kidd Creek pour la somme de 650 millions de dollars. Son président, M. Bill James, s'est vanté que la Falconbridge n'avait pas versé un traître sou en impôt aux gouvernements fédéral et provincial depuis trois ans. Il était tout fier de me conter cet exploit. Pourtant, ne devons-nous pas tous assumer notre part de responsabilité collective? N'est-il pas de notre devoir à tous, y compris le gouvernement, de nous assurer que tous et chacun au sein de la société paie des impôts selon ses moyens? Voilà un bon principe socialiste: A chacun selon ses moyens et ses besoins. Il me semble que ce principe est toujours aussi valable aujourd'hui que la première fois qu'il a été énoncé.

● (1620)

M. Clark (Brandon-Souris): Quel était le revenu imposable des personnes dont vous parlez?

M. Rodriguez: Nous y voilà, bien sûr, une fois que le gouvernement leur accorde tous ces généreux amortissements, ces provisions pour épuisement, ces concessions fiscales! Vous voulez parler des concessions fiscales maintenant? Voyons donc.

M. Crosbie: Vous êtes déjà amorti vous-même.

M. Rodriguez: Vous n'avez qu'à percevoir les impôts qui doivent être perçus, non? Pourquoi vous en prenez-vous aux simples citoyens en taxant tout ce qui se vend à tour de bras? Percevez donc l'argent que vous devez percevoir!

M. Crosbie: Où allons-nous le prendre, espèce de cloche?

M. Rodriguez: Voilà la plus grosse cloche que j'ai jamais entendu sonner, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie).

M. Crosbie: La cloche de Nickel Belt. On vous a déjà amorti. Maintenant on va vous récupérer au titre de la dépréciation.

M. Rodriguez: Je vous présente le type aux mocassins dont le budget...

M. Crosbie: Vous allez me faire pleurer.

Impôt sur le revenu—Loi

M. Rodriguez: ... a fait de son collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'objet de toutes les opprobes.

M. Crosbie: Ils vont vous trouver ici, sûrement.

M. Rodriguez: Voici le chef en herbe du parti conservateur.

M. Clark (Brandon-Souris): Pour quel côté votiez-vous alors?

M. Rodriguez: Monsieur le Président, c'est ce genre de concessions...

M. Crosbie: Les borgnes guidaient les aveugles.

M. Rodriguez: ... qui consacrent les injustices du système. Voici ce que dit une annonce parue dans le *Sun* de Vancouver. Le plus grand avantage fiscal au Canada. Si votre revenu annuel imposable dépasse \$70,000, vous pouvez déduire jusqu'à \$165,000 sur quatre ans et disposer d'un avoir rapportant un revenu en finançant à 100 p. 100.

En voici une autre. Il est question d'abri fiscal. On demande pourquoi il faut acheter une roulotte de camping pour en faire un abri fiscal. Parce que pour chaque \$1,000 de versement initial, on touche la première année \$2,640 de dégrèvement et jusqu'à 43 p. 100 d'amortissement. Voilà comment on profite d'un abri fiscal. On fait miroiter un amortissement de 60 p. 100 en 1985. Vous pouvez acheter un condo dans l'Harbourfront Hotel. Je ne connais personne de Nickel Belt qui ait les moyens de profiter de ces régimes d'évasion. Pourtant, c'est légal. Ce n'est pas le gouvernement conservateur tellement soucieux d'équité, qui va changer quoi que ce soit à ces régimes.

J'accuse le gouvernement d'opprimer les gagne-petit. Prenons par exemple les REER et les régimes enregistrés de retraite (RER).

M. Riis: N'est-ce pas avantageux pour les simples citoyens?

M. Rodriguez: Oui. Voici les plafonds des cotisations qui sont déductibles. En 1986, la limite est de \$7,500, en 1987, de \$9,500, et 1988, de \$11,500 et en 1990, de \$15,500. Nous sommes contre parce nous croyons que cela favorise les contribuables à revenu élevé aux dépens des faibles revenus. J'accuse le gouvernement d'appliquer les mêmes règles mais des lois différentes, dans ce cas-là et pour l'assurance-chômage, et je vais vous donner un exemple. On a modifié la Loi sur l'assurance-chômage de sorte que les revenus de retraite sont considérés comme des revenus gagnés. Cela depuis le 1^{er} janvier 1986. Or, dans le cas des REER, les revenus de pension ne sont pas des revenus gagnés. Autrement dit, un retraité ne peut pas cotiser à un REER pour son conjoint parce que selon une loi, c'est un revenu gagné, mais ce ne l'est pas selon une autre. D'après la loi de l'impôt cotiser au REER de son conjoint n'est pas un revenu gagné, mais c'est un revenu gagné aux termes de la Loi sur l'assurance-chômage. On ne peut gagner sur tous les tableaux.

M. Crosbie: Vous, si!

M. Rodriguez: On ne peut gagner à tous coups.

M. Crosbie: C'est ce que vous être en train de faire.